Obama signifie au Congrès américain le retrait du Burundi de l'AGOA

RFI, 31-10-2015 Obama retire au Burundi son statut de partenaire commercial privilÃ©giÃ© Le prÃ©sident Obama a signifiÃ©, le 30 octobre, au CongrÃ¨s amÃ©ricain son intention de retirer le Burundi des pays bÃ©nÃ©ficiaires de l'Agoa, l'accord commercial prÃ©fÃ©rentiel entre les Etats-Unis et l'Afrique. La Maison Blanche explique dans un communiquÃ© que le Burundi ne remplit plus les critÃ¨res qui permettent de maintenir ce partenariat. Â«Â Le Burundi n'a fait aucun progrÃ¨s dans le rÃ©tablissement de l'Etat de droit, et du pluralisme politiqueÂ Â», Ã©crit le prÃ©sident des Etats-Unis.

Dans cette lettre envoyÃ©e au CongrÃ¨s, Barack Obama donne aux Ã©lus, comme le veut la rÃ¨gle, les raisons de l'Ã©viction du Burundi, quiÂ ne fera donc plus partie de l'Agoa, l'African Growth and Opportunity Act La liste des griefs est longue : Â«Â rÃ©pression de l'opposition, assassinats extrajudiciaires, arrestations arbitraires, et tortures pendant la campagne Ã©lectorale qui a maintenu le prÃ©sident Nkurunziza au pouvoirÂ Â». De plus, Â«Â le gouvernement a empÃªchÃ© partis d'opposition de tenir des meetings et de faire campagne pendant ce processus Ã©lectoralÂ Â», poursuit Barack Obama, Â«Â la police et les milices proches du pouvoir ont fait preuve d'une violence qui a conduit Ã l'exode de 200 000 personnes depuis avrilÂ Â». Le dÃ©partement d'Etat, Ã plusieurs reprises,Â a demandÃ© Ã Bujumbura d'accepter des nÃ©gociations inclusivesÂ pour sortir de la crise, et menacÃ© de prendre des sanctions. Barack Obama estime que son message n'a pas Ã©tÃ© entendu. Le Burundi est donc sorti de l'accord commercial prÃ©fÃ©rentiel avec les Etats-Unis. La dÃ©cision prend effet en janvier. Avec notre correspondante Ã Washington,Â Â Anne-Marie Capomaccio